

► *immigrés prennent le travail des populations déjà installées.* »

Comme souvent sur le sujet, Jean-Luc Mélenchon a envoyé des signaux contradictoires. Il a fait savoir à *l'Obs* que Kuzmanovic n'était pas son conseiller sur ces questions : « *Son point de vue est strictement personnel.* » Pour autant, le tribun est allé rendre visite au leader du Parti travailliste anglais, Jeremy Corbyn, le 24 septembre, accompagné du même Djordje Kuzmanovic, qui reste son conseiller sur les questions diplomatiques. L'insoumis est depuis pris pour cible par le reste de la gauche. « *On n'a jamais traité Mélenchon de nationaliste ou d'antirépublicain, mais certains dans son parti sont d'une gauche qui a perdu beaucoup de ses valeurs. Il faut qu'il sorte de l'ambiguïté très vite* », estime Mehdi Ouraoui, porte-parole de Générations. Contacté par *Marianne*, Djordje Kuzmanovic, qui a longtemps été un militant humanitaire, se défend d'être antimigrants : « *Je ne suis pas, et personne à gauche n'est pour traquer les migrants. Mais je considère qu'une réponse fondée seulement sur la gentillesse, venant d'une gauche intellectuelle, ne suffit pas. Il faut penser notre approche globalement, dans le cadre de notre programme.* »

Sensibilités divergentes

Pendant que La France insoumise peine à arbitrer entre ses différentes sensibilités, les signataires de l'appel avancent. Le 25 octobre, *Regards*, *Politis* et *Mediapart* organisent au 104, à Paris, une soirée de soutien aux migrants. En novembre, les intellectuels Thomas Porcher et Raphaël Glucksmann, signataires du manifeste, pourraient publier un texte servant d'ébauche de programme à une liste de gauche non mélenchoniste aux européennes. « *Il s'agit de porter un mouvement citoyen qui n'aura pas les ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon* », croit savoir un ami de l'essayiste. L'immigration n'a pas fini de distendre la gauche. ■ É.G.

FILIÈRES D'IMMIGRATION

LES ESCLAVAGISTES

Ceux qui s'aventurent à quitter leur pays se retrouvent systématiquement aux mains d'organisations de type mafieux, qui les utilisent pour d'autres business illégaux. Un "marché" très lucratif. **PAR BRUNO RIETH**

Il y a d'un côté la figure de Cédric Herrou, symbole de l'aide aux migrants, agriculteur humaniste des Alpes-Maritimes bravant la loi au nom de la « fraternité » pour leur porter assistance dans la dangereuse vallée de la Roya. À l'opposé, les anti-Herrou, des membres de « filières criminelles » ayant « recours à des procédés mafieux » pour profiter de la misère humaine, selon les termes d'un rapport confidentiel de la police nationale dévoilé dans une enquête du journal *la Croix*. Les policiers, à partir de leurs données sur l'année 2017 et les huit premiers mois de 2018, ont mis au jour une « cartographie approfondie des faits criminels » perpétrés en France par les « filières d'immigration irrégulière ». Des filières que le rapport définit comme des « groupements structurés, souvent hiérarchisés et cloisonnés, transnationaux, qui aident contre rémunération un ou plusieurs candidats à l'immigration irrégulière à être acheminés d'un pays vers un autre ou à y séjourner irrégulièrement ». Une notion qui a son importance.

Car, si des migrants peuvent se rapprocher de passeurs dont le profil peut être le « chômeur des Alpes-Maritimes, qui vend un passage de la frontière franco-italienne, depuis Vintimille, dans son véhicule personnel, contre 30 à 40 € [...] », selon Julien Gentile, chef de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi d'étrangers sans titre (Ocriest), cité par *la Croix*, son constat est sans appel : « Dans leur parcours migratoire non légal,

toutes les personnes dont l'objectif est de transiter par la France ou de s'y maintenir sont obligées de faire appel à une filière criminelle. » Si, il y a encore quelques années, ces réseaux travaillaient de manière artisanale, aujourd'hui les migrants voulant quitter leur pays d'origine se retrouvent presque systématiquement aux mains d'organisations de type mafieux. Et qui ne se limitent plus au simple acheminement des individus. Ces migrants, attirés par la promesse d'une vie meilleure, se retrouvent dans des situations d'exploitation semblables à celles d'esclaves des temps modernes. Car ces organisations criminelles ne s'arrêtent plus au simple trafic de migrants mais lient leur activité avec d'autres business illégaux. Le commissaire général Gentile cite ainsi les cas de mafias vietnamiennes utilisant les migrants comme « jardiniers » pour « la culture industrielle du cannabis en région parisienne » ou encore d'affaire de jeunes femmes venues de Chine ou de Thaïlande obligées de se prostituer à l'ombre des paravents de salon de massage.

Constat inquiétant

Les policiers sont aujourd'hui confrontés à la montée en puissance des réseaux de trafiquants, note le rapport confidentiel : « Le savoir-faire criminel des réseaux de passeurs est en progression constante. » Et qui n'hésitent pas à user de violences. Dans son rapport d'activité 2017, le Collectif contre l'esclavage moderne (CCEM) constatait déjà qu'« un nombre non négligeable de victimes renoncent à poursuivre

ES DES TEMPS MODERNES



Chris Hubby / Le Pictorium

SELON LE RAPPORT 2017 DU COLLECTIF contre l'esclavage moderne, "certains employeurs peu scrupuleux n'hésitent pas à recourir à ce type de main-d'œuvre ou à sous-traiter auprès de sociétés disposant de ces 'salariés' bon marché". Ci-contre, un groupe de réfugiés à Izmir, en Turquie, et leur passeur, en novembre 2015.

leurs exploiters par crainte de représailles, notamment contre leur famille au pays ». Des néo-esclaves également utilisés pour le travail illégal. « Certains employeurs peu scrupuleux n'hésitent pas à recourir à ce type de main-d'œuvre ou à sous-traiter auprès de sociétés disposant de ces "salariés" bon marché », expose le rapport de la police nationale. Le CCEM, en se basant sur un Smic moyen auxquelles les victimes qu'il assiste auraient eu droit (sans compter les heures supplémentaires), avait estimé les profits réalisés par les exploiters en termes de salaire et de

charge salariale. Pour 152 personnes, les patrons avaient obtenu un profit total de « 7 397 012 € pour les exploiters, soit 81 107 € en moyenne par exploitateur », sur les périodes concernées. De quoi donner des idées.

Dans une enquête publiée mi-septembre, *Ouest France* révélait une nouvelle tendance en cours à Nantes. Selon le quotidien, des autoentrepreneurs (statut obligatoire pour s'inscrire sur les plateformes numériques comme Uber ou Deliveroo) loueraient leur numéro Siret à des étrangers en situation irrégulière pour ouvrir un accès

sur ces plates-formes en échange de la moitié, voire plus, des revenus gagnés. Ces esclavagistes modernes pourraient ainsi prétendre à un bénéfice de 1 000 € mensuels sur le dos des migrants. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, parmi les 303 filières criminelles démantelées en 2017, 62 d'entre elles se consacraient à l'approvisionnement de main-d'œuvre pour le « travail illégal ». Une tendance qui ne devrait pas s'inverser. Le rapport dévoilé par *la Croix* explique que « le schéma constaté depuis des années est celui d'un flux migratoire en transit depuis le Sud vers le Nord. Ces mouvements sont guidés par les filières qui constituent elles-mêmes un véritable pull factor (« facteur d'attraction et d'incitation »). Les migrants sont encouragés au départ, car ils sont assurés de trouver, sur leur parcours, des structures qui les aideront à rejoindre la destination souhaitée ». Un constat aussi terrible qu'inquiétant. ■

PARMI LES 303 FILIÈRES DÉMANTELÉES EN 2017, 62 D'ENTRE ELLES SE CONSACRAIENT À L'APPROVISIONNEMENT DE MAIN-D'ŒUVRE POUR LE "TRAVAIL ILLÉGAL".